



DEPARTEMENT  
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT  
de VALENCIENNES

-O-

**OBJET :**

**Prise en charge  
des frais de mission**

**Date de la  
Convocation :**

21 juin 2019

**Date d'affichage :**

21 juin 2019

**Nombre de  
Conseillers Municipaux :**

En exercice : 33  
Présents : 21  
Votants : 21 + 7 P

**Vote :**

Pour : 21 + 7 P  
Contre : 0  
Abstentions : 0

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-sept juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :** Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Éric DULIEU, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, Michel LEFEBVRE, François LACROIX, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle LAGACHE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Pascal TONARELLI, Romain MERVILLE

**Excusés :** Virginie CARLIER, Laurence SALVA, Betty SOLOCH, Séga SOUMARE, Coraline KULCZYCKI

**Absents :** Mr WOJTOWICZ a donné procuration à Mr LEFEBVRE  
Mr NOULIN a donné procuration à Mr LACROIX  
Mr BALASSE a donné procuration à Mr DULIEU  
Mme LOIRS a donné procuration à Mr MARCAILLE  
Mr BRUNET a donné procuration à Mme CARBOULET  
Mme ESTAQUET a donné procuration à Mr TONARELLI  
Mr ZIATKOWSKI a donné procuration à Mme LAGACHE

**Secrétaire de séance :** Mme MATUSZEWSKI

### Note de présentation :

Les frais engagés par les personnels territoriaux (titulaires, stagiaires, contractuels), lors de déplacements nécessités par l'exercice de leurs fonctions, font l'objet de remboursements.

Les frais occasionnés par les déplacements sont à la charge de la collectivité pour le compte de laquelle le déplacement est effectué. Les frais de déplacement sont dus dès lors qu'ils sont engagés conformément aux dispositions des décrets applicables et dès lors que le remboursement est autorisé.

Est considéré comme un agent en mission, l'agent en service qui, muni d'un ordre de mission pour une durée totale ne pouvant excéder douze mois, se déplace pour l'exécution du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

L'ordre de mission est l'acte par lequel la collectivité autorise l'agent à effectuer un déplacement, pendant son service. Cette autorisation permet à l'agent de bénéficier du remboursement des coûts générés par le déplacement.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour fixer certaines modalités de remboursement et pour moduler les montants des indemnités.

### 1. LES DÉPLACEMENTS POUR LES BESOINS DU SERVICE

Les collectivités territoriales peuvent autoriser un agent à utiliser son véhicule personnel lorsque l'intérêt du service le justifie.

Lorsque la collectivité autorise un agent à utiliser son véhicule personnel, elle peut décider d'une indemnisation sur la base d'indemnités kilométriques, dont les taux sont définis par arrêté.

Lorsqu'elle autorise l'agent à utiliser son véhicule personnel, l'agent doit souscrire une extension d'assurance couvrant de manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages éventuellement occasionnés lors de l'activité professionnelle. Cette obligation, bien qu'occasionnant une dépense

supplémentaire, ne peut être prise en charge par la collectivité. Il en va de même pour les impôts et taxes acquittés par l'agent pour son véhicule.

Le Maire propose au Conseil municipal de prévoir que seuls seront pris en charges les frais occasionnés par un déplacement dûment autorisé par un ordre de mission. Les frais d'utilisation du véhicule personnel seront alors remboursés sur la base d'indemnités kilométriques fixées par arrêté ministériel.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un moyen de transport en commun, le remboursement interviendra sur production du titre de transport.

En outre, le remboursement de frais complémentaires occasionnés par le transport de personnes, tels que les frais d'utilisation de parcs de stationnement, de péage d'autoroute, d'utilisation d'un taxi, d'un véhicule de location ou d'un véhicule personnel autre qu'un véhicule à moteur interviendra sur présentation des pièces justificatives des dépenses engagées après autorisation expresse de l'autorité territoriale et ce, dans l'intérêt du service.

## 2. L'INDEMNISATION DES FRAIS LORS DE FORMATION

Les frais de déplacements sont pris en charge selon les mêmes modalités que les frais de déplacements traditionnels. Toutefois, dans l'éventualité où l'organisme de formation assurerait un remboursement même partiel des frais de déplacement, la Commune prendra en charge les frais engagés par l'agent déduction faite du remboursement effectué par l'organisme de formation.

## 3. LES TAUX DES FRAIS DE REPAS ET DES FRAIS D'HÉBERGEMENT

L'arrêté du 26 février 2019 fixe les taux forfaitaires de prise en charge comme suit :

- a- Frais de repas : Indemnité forfaitaire de **15.25 €** par repas
- b- Frais d'hébergement (taux maximal de remboursement par nuitée)
  - Taux de base : **70 €**
  - Grandes villes (population ≥ 200 000 hbts)  
et communes de la métropole du Grand Paris : **90 €**
  - Commune de Paris : **110 €**
  - Agents reconnus en qualité de travailleur handicapé : **120 €**

Ces taux sont modulables par l'assemblée territoriale, soit pour appliquer une minoration, soit, plus exceptionnellement, pour majorer cette indemnité pour tenir compte de l'intérêt du service ou de situations particulières.

---

### Délibération :

- Vu le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,
- Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991,
- Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 et les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006,
- Vu l'arrêté du 5 janvier 2017 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévues à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001,
- Vu l'arrêté du 22 décembre 2006 fixant le montant maximum de participation de l'administration employeur aux déplacements effectués entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail par les personnels de l'État et

des établissements publics administratifs de l'État travaillant hors Ile de France,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- |                 |   |
|-----------------|---|
| <b>RETIENT</b>  | le principe d'un remboursement forfaitaire des frais de repas du midi et du soir, sur présentation des justificatifs, soit 15,25 € par repas,   |
| <b>RETIENT</b>  | le principe du remboursement des frais d'hébergement, attesté par les justificatifs transmis. La nuitée comprend le prix de la chambre et du petit déjeuner,  |
| <b>DÉCIDE</b>   | De ne pas verser d'indemnité de repas ou d'hébergement lorsque l'agent est nourri ou logé gratuitement,   |
| <b>AUTORISE</b> | après accord préalable de l'autorité territoriale, une majoration de l'indemnité d'hébergement de 50 % maximum sur présentation de justificatifs et dans la limite des frais réellement engagés dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mission de représentation exceptionnelle de la collectivité</li> <li>- déplacement sur festivals et événements culturels pour la mise en place de la programmation (saison culturelle)</li> <li>- urgence et départ imprévu</li> <li>- impossibilité d'être logé dans un hôtel dont le prix est inférieur aux plafonds réglementaires</li> </ul> |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- |                |  |
|----------------|--|
| <b>ADOpte</b>  | les modalités de remboursement des frais de déplacement proposées ci-dessus.   |
| <b>DIT</b>     | que ces montants de remboursement suivront l'évolution de la réglementation.   |
| <b>DIT</b>     | que les frais de mission ne feront l'objet d'un remboursement que si l'agent s'est vu octroyé un ordre de mission préalable au déplacement considéré.  |
| <b>PRÉCISE</b> | que ces frais font l'objet d'une prise en charge financière de la collectivité par paiement direct auprès du fournisseur ou par remboursement auprès des agents ayant effectué le paiement de ces frais. |

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT



Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du 12/07/19.....

par sa publication en date du 15/07/19.....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*